NPA l'étincelle

Bulletin de la Gare de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

02/06/2020

L'Amérique suffoque, puis s'embrase !

Impunité meurtrière

« Je ne peux pas respirer ! » C'est la dernière phrase prononcée par George Floyd, un Noir américain de 46 ans, assassiné à Minneapolis par des policiers blancs qui l'ont maintenu à terre plus de huit minutes, provoquant sa lente asphyxie, devant des dizaines de témoins qui protestaient.

Ce meurtre raciste a aussitôt provoqué une flambée de colère, non seulement à Minneapolis, mais aussi dans une centaine de villes, dont New York où la police a imposé un couvre-feu et Washington où les manifestants sont allés devant la Maison-Blanche, et ont incendié ladite « église des présidents ».

Des dizaines de milliers de personnes, noires, latinos et blanches mélangées, sont descendues dans la rue pour manifester leur indignation, non seulement contre le meurtre de George Floyd, mais aussi contre l'ensemble du système qui permet depuis des décennies de mettre à mort des Noirs américains dans une quasi-impunité. Ainsi le 13 mars dernier à Louisville, une jeune femme était abattue dans son propre domicile par la police, qui la soupçonnait à tort d'activités « suspectes ». Le 23 février, un joggeur était abattu par deux résidents racistes d'un quartier blanc. Chaque ville américaine a son George Floyd.

Le poison du racisme

Ces premières manifestations ont été réprimées avec brutalité, entraînant en retour des échauffourées violentes. Et Républicains, noirs et blancs, de rejeter la faute sur les victimes du système qu'ils défendent. Le gouverneur du Minnesota, du Parti démocrate quant à lui, tout en critiquant la police, n'a pas hésité à mobiliser la garde nationale contre les protestataires qualifiés par lui de « terroristes ». De son côté Donald Trump, dont on connaît la tendresse pour l'extrême droite raciste, n'a cessé de multiplier les provocations et les menaces à l'encontre des manifestants, annonçant son intention de classer ceux qu'il appelle les « anti-fa », la gauche radicale blanche qui participe aux manifestations, comme « organisation terroriste ».

Ailleurs, des maires ou gouverneurs ont tenté de calmer le jeu. À New York on a vu, fait rare d'ordinaire, des policiers se sentir du côté des manifestants.

Mais si une partie des grands médias ou des politiciens démocrates se sont aussi indignés de l'assassinat de George Floyd, c'était surtout pour appeler au calme, eux qui ont passé l'éponge sur des exactions semblables de la police sous la présidence d'Obama.

Provocations d'un côté, compréhension compatissante de l'autre, ces réactions politiciennes sont en réalité autant de contre-feux destinés à calmer les protestations, et à occulter l'ampleur et la violence du racisme de la société américaine. Les Noirs américains sont aussi les plus touchés par le chômage et la pauvreté. Une misère généralisée, que l'élection d'un Barack Obama, ou la fortune de quelques milliardaires afro-américains, ne peuvent pas dissimuler complètement. Un siècle et demi après l'abolition de l'esclavage et plusieurs décennies après le mouvement des droits civiques, les Noirs américains sont traités en bloc comme une classe criminelle.

Tout le système doit changer

Cette prise de conscience que vient de susciter l'assassinat de George Floyd, et bien plus largement que dans la seule communauté noire américaine, est salutaire. Elle dénonce le racisme et le comportement de la police vis-à-vis des habitants des quartiers pauvres en général. Des protestations qui, probablement, peuvent rapidement devenir une prise de conscience contre les injustices sociales dont les communautés noires ou latino-américaines sont parmi les premières victimes, mais pas les seules. D'autant que ces inégalités s'amplifient en ce moment avec l'explosion actuelle du chômage aux USA.

C'est cette colère qu'expriment les manifestants et ceux que tout le monde des riches et des politiciens appelle des « émeutiers ». Elle pourrait être le point de départ d'une contestation sociale bien plus générale contre tout le système, contre une société qui s'enorgueillit d'envoyer des hommes dans l'espace, mais envoie la majorité de sa population dans la misère.
C'est en tout cas ce que nous espérons.

Ils veulent nous faire trinquer
L'info vient de tomber et fait l'effet d'une bombe à Hausbergen : en décembre prochain, Fret SNCF devrait perdre un de ses plus gros clients dans la région, la brasserie Kronenbourg d'Obernai. Comme à chaque fois, le jeu de Monopoly auquel se livre nos patrons sera le prétexte pour s'en prendre à nos emplois. Mais nous ne sommes pas des pions qu'on peut déplacer sur un coup de dés. Si on joue collectif, on peut les mettre en échec.

Leurs priorités
La première étape de l'appel d'offres de la région pour la reprise des lignes Strasbourg-Saint-Dié et Sélestat via Molsheim a été lancée en avril. Même en pleine épidémie, leurs sales coups ne sont pas confinés. Il faut croire que niveler vers le bas nos conditions de travail et nos salaires est une activité essentielle.

Quand c'est flou...
Dans le texte, un rectificatif précise que pour les repreneurs il sera bien question de « gestion de l'infrastructure sur plusieurs sections ». Les agents de SNCF Réseau, qui ne devaient pas être concernés par l'ouverture à la concurrence, seront heureux de l'apprendre. Encore une fois, le seul geste barrière reste nos luttes de cheminots, avec ou sans statut.

Merci qui ?
Pour justifier les nombreux « efforts » que la boite nous demande en ce moment, à commencer par les 6 jours de repos volés, les chefs expliquent qu'on a eu de la chance d'être payés pour rester à la maison pendant le confinement. Sauf que ceux qui étaient confinés étaient en chômage partiel, payés à 84% par l'État. Des salaires payés par l'argent des impôts, on pourrait appeler ça de l'autofinancement. Alors il n'y a vraiment pas de quoi dire merci !

Super nanny
Pour être en garde d'enfant, il faut désormais une attestation de l'école. Sans ça, la boite pioche dans les congés, comme si garder des gosses c'était des vacances. Le problème c'est qu'il n'est pas toujours évident d'obtenir l'attestation. Quant à la reprise des cours « au volontariat » promise par le premier ministre... c'était sans doute un conte pour enfants.

Assignés à résidence
Des découchés sans cuisine ni salle télé, c'est peut être bon pour les mesures barrières mais quel ennui. Si on nous apporte le petit déj au lit, ça donnera peut-être de faux airs de 3 étoiles mais c'est pas ce qu'il y a de plus convivial. Qu'on se le dise, on ne va pas tourner aux pizzas et aux kebabs pendant des lustres !

Bienvenue dans le cluster
Alors que la condamnation d'un siège sur deux a disparu la direction a annoncé le retour des contrôles à quai. En temps normal, contrôle débarquement rime souvent avec attroupement et tensions. Mais la direction s'inquiète plus de la sauvegarde des recettes que de la sécurité des usagers ou des agents.

Non au licenciement d'Eric !
Eric Bezou, cheminot en région parisienne depuis 28 ans et militant syndical, est menacé de licenciement. Les faits qui lui sont reprochés sont grotesques; En réalité, la direction cherche à se prémunir de futures réactions collectives en pensant faire un exemple du licenciement d'un militant cheminot combatif. D'autant plus au moment où la SNCF annonce avoir perdu deux milliards d'euros avec le coronavirus et fait du chantage à de probables nouvelles suppressions de postes. A l'initiative du syndicat SUD-Rail une pétition circule pour contester cette décision de la direction, retrouvez-la sur Change.org.

Tous ensemble contre les licenciements
Le plan de suppression d'emplois de Renault annoncé il y a quelques jours est une vraie saignée. 15 000 postes dans le monde, dont 4 600 en France. Pourtant, avec l'État à son chevet et plusieurs dizaine de milliards d'euros de bénéfices ces dix dernières années, Renault est loin d'être en difficulté. Mais dans l'automobile comme ailleurs, c'est sur les travailleurs que le patronat veut faire peser les conséquences économiques du confinement.
Les Fonderies de Bretagne, usine du groupe, se sont mises en grève lundi dernier face à la menace de fermeture. A Maubeuge, une manifestation de plus de 5 000 personnes s'est tenue samedi pour réagir aux annonces. À l'instar de ces premières mobilisations, il faut construire une riposte aux plans de Renault et du patronat !